

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 4(a) de l'ordre du jour

CX/PR 25/56/3

Juillet 2025

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES

Cinquante-sixième session

Santiago (Chili)

8-13 septembre 2025

QUESTIONS ÉMANANT DE LA FAO ET DE L'OMS

(Préparé par la FAO et l'OMS)

FAO

Activités de la JMPM

1. La 17^e réunion conjointe FAO/OMS sur la gestion des pesticides (JMPM) tenue au siège de la FAO à Rome, en Italie, en octobre 2024, a recommandé d'apporter plusieurs modifications aux directives existantes. Elles comprennent d'accélérer l'élaboration de l'orientation sur la communication des risques, réviser les directives sur les contenants de pesticides vides (2008), revoir les directives existantes sur le suivi de la résistance aux pesticides, proposer une voie à suivre pour élaborer une orientation sur l'utilisation limitée des pesticides et préparer la version propre de la note d'orientation sur la vente en ligne des pesticides. Les documents d'orientation sur les options de l'élimination progressive et sur la réduction des risques pendant l'élimination progressive des pesticides, sur la vente illégale des pesticides, sur les ventes en ligne de pesticides, et sur les exigences en matière de données concernant l'homologation des pesticides ont été approuvées. La FAO et l'OMS collaborent à l'évaluation des lacunes potentielles dans le code de conduite sur la gestion des pesticides en ce qui a trait à l'appel lancé par l'instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (IPNUQA) au paragraphe 82 du rapport de la 21^e session de l'IPNUQA présenté au Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) concernant les droits des peuples autochtones au consentement libre, préalable et éclairé (CLPE).
2. Le document d'orientation sur la pulvérisation aérienne des pesticides publié en 2024 est maintenant disponible sur le site web¹.

Activités de la JMPS

3. La 23^e réunion conjointe FAO/OMS sur les spécifications des pesticides (JMPS) s'est tenue en juin 2024 à Wageningen, aux Pays-Bas. La réunion a évalué 12 spécifications de la FAO, 20 spécifications de l'OMS et six spécifications FAO/OMS et examiné quelques documents d'orientation et les questions techniques consensuelles, comme la révision du manuel d'opération sur les spécifications relatives aux pesticides chimiques, la préparation d'un nouveau manuel d'opération sur les spécifications relatives aux pesticides microbiens, et la révision des exigences en matière de données à l'appui des spécifications relatives aux formulations (spécifications de référence / équivalences, formulations classiques / formulations complexes).
4. Suite à la réunion JMPS, la 19^e réunion ouverte conjointe CIPAC/FAO/OMS et la 68^e réunion technique ont été organisées pour examiner les méthodes analytiques relatives aux spécifications des pesticides. 15 méthodes analytiques pour 17 pesticides et impuretés ont été évaluées.
5. Le manuel sur le développement et l'utilisation des spécifications relatives aux pesticides microbiens de la FAO et de l'OMS a été publié², fournissant une orientation pratique sur l'établissement des spécifications relatives aux pesticides

¹ <https://www.fao.org/pest-and-pesticide-management/guidelines-standards/faowho-joint-meeting-on-pesticide-management-jmpm/guidelines-tools/en/>

² <https://doi.org/10.4060/cc9840en>

microbiens et au contrôle de la qualité des biopesticides, qui contribuera à minimiser les risques liés aux pesticides pour la santé humaine et l'environnement tout en assurant la sécurité sanitaire des aliments.

Implications pour la sécurité sanitaire des aliments de l'utilisation d'inhibiteurs environnementaux dans l'agroalimentaire.

6. La FAO a publié un rapport sur les implications pour la sécurité sanitaire des aliments de l'utilisation des inhibiteurs environnementaux dans les systèmes agroalimentaires³. Le rapport a été élaboré dans le cadre des activités du programme d'anticipation en matière de sécurité sanitaire des aliments. En tant qu'approche prospective, l'anticipation vise à faciliter la préparation aux problèmes de sécurité sanitaire des aliments qui pourraient émerger dans les systèmes agroalimentaires mondialisés et en rapide évolution. Face à l'enjeu de nourrir une population mondiale croissante tout en répondant à la crise climatique, il est nécessaire de développer des pratiques et des technologies qui accroissent la durabilité des systèmes agroalimentaires et réduisent les effets nocifs sur l'environnement. Parmi ces approches, les inhibiteurs environnementaux sont utilisés pour améliorer l'efficacité de production des cultures et de l'élevage tout en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, comme le méthane, ou limitant la perte d'azote des champs cultivés et des pâturages. La présence non intentionnelle d'inhibiteurs environnementaux dans les denrées alimentaires peut soulever des préoccupations en matière de santé ainsi que des perturbations dans les échanges commerciaux si des normes ne sont pas établies.
7. Les enjeux liés à l'évaluation des risques en matière de sécurité sanitaire des aliments et à la gestion des substances comprennent l'absence de limites maximales de résidus internationalement harmonisées (LMR), une définition commune pour les inhibiteurs environnementaux et une information insuffisante concernant l'innocuité de certains composés. Cette publication fournit une vue d'ensemble des inhibiteurs environnementaux synthétiques et biologiques ainsi que l'analyse des implications possibles pour la sécurité sanitaire des aliments par suite de leur utilisation. Des cadres réglementaires relatifs aux inhibiteurs environnementaux dans certains pays sont présentés à titre d'exemples des approches actuelles adoptées au niveau national ou régional. Finalement, les lacunes en matière de connaissance liée à la sécurité sanitaire des aliments sont examinées ainsi que certaines perspectives sur la façon de progresser.
8. Un webinaire sur le sujet a été organisé par la FAO le 9 mai 2024. Le résumé et l'enregistrement du webinaire sont disponibles en ligne⁴.
9. La FAO poursuit ses travaux dans ce domaine en fournissant une orientation sur la façon d'évaluer les implications pour la sécurité sanitaire des aliments des inhibiteurs environnementaux.

Atelier international sur l'évaluation des risques liés aux aliments pour animaux – Innocuité chimique

10. L'atelier international⁵ sur l'évaluation des risques liés aux aliments pour animaux – Innocuité chimique a été organisé les 10 et 11 mars 2025, à Utrecht, aux Pays-Bas, par l'institut national néerlandais pour la santé publique et l'environnement (RIVM) et la FAO, avec le soutien du ministère néerlandais de l'agriculture, de la pêche, de la sécurité sanitaire des aliments et de la nature (LVVN). Suite au premier atelier tenu en 2013, le but de cet atelier était de revoir et d'explorer les méthodes et les outils de pointe destinés à l'évaluation des risques liés aux contaminants chimiques présents dans les aliments pour les animaux d'élevage. L'accent a été mis sur les risques sanitaires éventuels pour les consommateurs liés aux aliments d'origine animale et les risques pour la santé animale. Les nouveaux développements et les enjeux liés à l'origine de l'alimentation animale, aux contaminants, et aux technologies de pertinence croissante ont été examinés. Les techniques et méthodes actuelles d'évaluation des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments pour animaux ont été explorées dans le cadre d'études de cas et de simulations interactives.
11. L'atelier a réuni quelques 65 participants d'une vingtaine de pays de différentes régions. Les participants comprenaient des évaluateurs des risques, des gestionnaires des risques, et d'autres experts de la sécurité sanitaire des aliments destinés à l'alimentation animale et humaine, issus d'organisations gouvernementales, d'universités, et du secteur privé de l'alimentation animale et de l'élevage. Ils ont conclu que depuis 2013, il y a eu des développements importants dans l'évaluation des risques liés aux aliments pour animaux. Un exemple en est la plus grande disponibilité des modèles de transfert en libre accès, qui a facilité leur utilisation au niveau international. L'harmonisation accrue des régimes alimentaires aux niveaux national et régional a aussi contribué à une plus grande harmonisation des approches de l'évaluation des risques.

³ <https://openknowledge.fao.org/items/68ec6807-6934-48a3-a55d-6b22824f8a80>

⁴ <https://www.fao.org/food-safety/news/news-details/en/c/1698034/>

⁵ <https://www.fao.org/feed-safety/news-events/detail/en/c/1734982/>

12. Ces améliorations ont permis une évaluation plus précise des risques liés aux aliments pour animaux, conduisant à des processus décisionnels plus efficaces. Cependant, malgré ces avancées, plusieurs défis subsistent. L'une des principales préoccupations concerne les lacunes de l'évaluation des risques liés aux aliments pour animaux au niveau international en termes de santé animale. De nombreux pays et organisations opèrent dans des cadres différents, ce qui crée des incohérences dans la collecte des données et l'évaluation des risques. Il a été signalé combien la rareté des études de toxicité pour la santé animale rend difficile la réalisation d'évaluations exhaustives des risques. Cela souligne par ailleurs le besoin urgent de mieux structurer les recherches et les échanges d'informations.
13. Un autre thème récurrent au cours de l'atelier a été la nécessité d'encourager une meilleure collaboration internationale concernant le partage des données de haute qualité. Les données sur les dangers liés aux aliments pour animaux ne sont pas toujours largement partagées, limitant ainsi l'efficacité des efforts de collaboration mondiale. Les participants ont souligné la nécessité de développer une plateforme d'échange de données de qualité, conviviale et centralisée qui pourrait faciliter l'intégration plus homogène des données sur les dangers et les occurrences de sources diverses. Cette plateforme améliorerait la qualité des évaluations des risques et augmenterait la transparence et la coopération entre les parties prenantes.
14. L'atelier s'est par ailleurs penché sur les sources des aliments pour animaux et les technologies d'intérêt croissant, qui peuvent introduire de nouveaux dangers et défis dans l'évaluation des risques. Cependant, les connaissances actuelles pourraient permettre la conversion d'une large gamme de produits en aliments pour animaux grâce à des mesures appropriées fondées sur les risques, des technologies innovantes, et de méthodes de traitement novatrices pour assurer leur innocuité et leur valeur nutritionnelle pour les besoins des animaux et de leurs produits.
15. En conclusion, l'atelier a servi de plateforme précieuse aux parties prenantes pour échanger leurs vues et discuter des nouveaux développements en matière d'évaluation des risques liés à l'alimentation animale. Face aux enjeux émergents, tels que les risques potentiels associés à l'utilisation de sources d'aliments pour animaux provenant de l'économie circulaire et la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre produites par le bétail, l'évaluation rigoureuse des risques liés aux contaminants présents dans les aliments pour animaux demeure cruciale. Il est encourageant de constater les progrès réalisés dans divers domaines au cours des dernières années, comme les modèles de transmission et la disponibilité de régimes alimentaires standard. L'atelier s'est achevé en mettant l'accent sur la nécessité d'améliorer la collaboration internationale, le partage des données de qualité, et le développement des capacités afin de faire progresser l'évaluation des risques liés à l'alimentation animale. La FAO et les autres parties prenantes concernées resteront déterminées à soutenir ces efforts par le biais de dialogues permanents, d'initiatives en matière de recherche et des programmes de renforcement des capacités et de formation.
16. Le résumé de l'atelier et les recommandations sont disponibles en ligne⁶.
17. La FAO lancera à l'occasion du prochain forum mondial sur les aliments pour animaux et les régulateurs de l'alimentation animale,⁷ prévu pour avoir lieu au siège de la FAO à Rome, en Italie les 2 et 3 octobre 2025, un manuel sur l'évaluation des risques liés aux aliments pour animaux qui apportera des éclaircissements et contribuera à l'harmonisation des méthodologies actuellement appliquées.

OMS

Activités sur les méthodes alternatives d'évaluation des risques: nouvelles méthodologies d'approche

18. L'Organisation Mondiale de la santé (OMS), en collaboration avec l'Université technologique de Nanyang (NTU) à Singapour, a organisé un atelier intitulé « Nouvelles méthodologies d'approche (NAM) dans l'évaluation des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments dans le futur » du 18 au 20 juin 2025 à Singapour. Cet événement a réuni plus de 70 participants de la santé publique et des agences de sécurité sanitaire, des organismes de réglementation, des universités, et de l'industrie.
19. L'atelier a eu pour but d'encourager le dialogue au niveau mondial pour faire avancer l'adoption et la mise en œuvre pratique des méthodologies NAM relatives à l'innocuité des produits chimiques, comblant le fossé entre les innovations scientifiques et les cadres réglementaires. Les sujets clés comprenaient l'état actuel des méthodologies NAM, les enjeux réglementaires et techniques mondiaux, le renforcement des capacités pour les pays à revenu faible et intermédiaire, les stratégies de mise en œuvre pratique, et les recommandations futures.

⁶ <https://www.rivm.nl/en/documenten/report-international-workshop-on-feed-risk-assessment-chemical-safety>

⁷ <https://www.fao.org/events/detail/fao-global-forum-for-animal-feed-and-feed-regulators/en>

20. Faisant suite à l'atelier, il est prévu d'actualiser le manuel du programme international sur la sécurité des produits chimiques pour y inclure un nouveau chapitre centré sur l'utilisation des méthodologies NAM, accentuant les méthodes d'essai non animale. Cet ajout a pour but d'intégrer les NAM dans les avis scientifiques et les pratiques réglementaires futurs.
21. Les futures actualisations de ce projet seront disponibles sur le site web de la division de l'OMS pour les avis scientifiques et les normes en nutrition et alimentation.
22. L'OMS encourage les fournisseurs de données à la réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides (JMPR) d'utiliser si possible les NAM afin de minimiser l'utilisation d'animaux d'expérimentation dans les études toxicologiques.